



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture  
091-219101615-20210329-D212903-11-DE  
Date de télétransmission : 01/04/2021  
Date de réception préfecture : 01/04/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU LUNDI 29 MARS 2021**

**Nombre de membres**

**en exercice : 35**

**Présents : 29**

**Représentés : 6**

**Excusé : /**

**Absent : /**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-neuf mars à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

**PRÉSENTS :** MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MME NAOUM-GHAZIEFF, M. HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MMES YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, MME HADJIAT, M. FERYN ; MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MME SICSIC, M. RODRIGUES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

**REPRÉSENTÉS :**

MME MALBEC ..... POUVOIR A MME MICHON

M. RICCARDI ..... POUVOIR A M. PROPONET

MME CINOSI-GIRARD ..... POUVOIR A M. RODRIGUES

M. GNADRE ..... POUVOIR A MME SICSIC

MME LACARRIERE-FARGES ..... POUVOIR A M. BOUCHE

MME LEANZA ..... POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO

**EXCUSÉ :** /

**ABSENT :** /

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Kenza HADJIAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**D212903-11**

Interventions d'un(e) assistant(e) social(e) du travail : signature d'une convention de mise à disposition avec le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne.

**OBJET : INTERVENTIONS D'UN(E) ASSISTANT(E) SOCIAL(E) DU TRAVAIL : SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVEC LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION (CIG) DE LA GRANDE COURONNE.**

**RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE**

**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, le CIG de Versailles propose aux collectivités l'intervention d'assistants sociaux ayant pour mission d'aider le personnel confronté à des difficultés ou risquant de l'être, pouvant compromettre un équilibre physique, psychologique, moral et financier. Leur intervention couvre des domaines très larges tels que le travail, le budget, le logement, la vie familiale et la santé. Ils prennent en compte la situation de la personne au sein de son environnement professionnel et familial, tout en garantissant la neutralité de leurs interventions.

**Un service, deux types d'intervention**

Par leur expertise et leur action, les assistants sociaux sont un pivot de la politique sociale en faveur du personnel et des partenaires de la politique de prévention des risques. En collaboration avec les services internes de la collectivité, ils peuvent conduire des actions individuelles ou collectives.

**Interventions sociales d'aides aux personnes**

- Assistance par l'information, le conseil et l'écoute, au cas par cas,
- Accompagnement social global de l'agent rencontrant des difficultés d'ordre personnel, familial, professionnel. En tant que référent, l'assistant social engage les démarches propres à la résolution des difficultés de chaque situation, auprès des institutions partenaires (Banque de France, CAF...).

**Interventions sociales d'intérêt collectif**

- Ces missions sont définies et organisées en collaboration avec des services internes aux collectivités (services RH, médecine professionnelle et préventive...) et/ou des partenaires extérieurs. Elles ont pour but de sensibiliser une partie ou l'ensemble du personnel aux questions générales ou propres à la collectivité : organisation de campagnes de sensibilisation en lien avec les services compétents, élaboration de supports d'information, action spécifique à la demande de l'employeur.

**Des avantages pour les collectivités**

- Proposer à son personnel un interlocuteur privilégié pour aider à résoudre les difficultés tout en garantissant la neutralité et la confidentialité des interventions,
- Prévenir la dégradation des situations,
- Pouvoir inscrire dans sa politique sociale des actions de prévention avec l'appui et l'expertise de l'assistant social.

Par leur intervention, les assistants sociaux favorisent l'harmonie entre la vie professionnelle et la vie familiale des agents, et participent donc à l'accompagnement social de l'emploi au sein des collectivités.

La ville de Chilly-Mazarin s'inscrit dans une démarche permettant entre autres de favoriser le bien-être au travail des agents communaux. C'est la raison pour laquelle il est proposé de

signer une convention avec le **CIG de Versailles** relative à la mise à disposition d'un(e) assistant(e) social(e) au sein de la commune.

Accusé de réception en préfecture  
01/04/2021 15:12:29  
Date de télétransmission : 01/04/2021  
Date de réception en préfecture : 01/04/2021

**Les missions de l'assistant(e) social(e) mis à disposition seront les suivantes :**

- Assurer un suivi budgétaire auprès des agents et prévenir les problèmes de surendettement,
- Bâtir les dossiers administratifs d'ordre familial et orienter les agents vers les administrations compétentes,
- Accompagner les agents dans leurs difficultés de logement,
- Conseiller les agents en matière de mutuelles santé et de prévoyance,
- Assurer le lien avec les acteurs institutionnels et accompagner la collectivité dans la définition d'une politique sociale en faveur des agents.

Ces différentes missions pourront être menées en coordination avec le médecin de prévention, s'il y a lieu.

Compte tenu de ce qui précède, il est demandé aux membres du Conseil Municipal d'adopter la délibération suivante.

**Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 25,

**VU** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

**VU** l'avis de la commission du personnel, administration générale et intercommunalités du 25 mars 2021,

**VU** le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

**CONSIDERANT** le besoin de conclure une convention relative à la mise à disposition ponctuelle d'un(e) assistant(e) social(e) au sein de la commune avec le CIG de la Grande Couronne,

**CONSIDERANT** que cette convention est conclue pour une période de trois ans, à compter du 18 avril 2021,

**DELIBERE**

**ARTICLE 1 : APPROUVE** les termes de la convention relative à la mise à disposition ponctuelle d'un(e) assistant(e) sociale(e) au sein de la commune avec les services du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne situé 15, rue Boileau à Versailles (78000) au titre des années « 2021-2024 », visant à proposer des interventions auprès du personnel communal, annexée à la présente délibération.

**ARTICLE 2 : FIXE** les tarifs 2021, révisables chaque année, comme suit :

- 43 € par heure d'intervention,

- Vacation journalière de 8 heures comprenant un nombre maximum de 5 rendez-vous et complétée par un forfait d'1150 pour la gestion des appels/courriers relatifs à chaque vacation.

Accusé de réception en préfecture  
N° 01/04/2021  
Date de télétransmission : 01/04/2021  
Date de réception en préfecture : 01/04/2021

**ARTICLE 3 :** DIT que la convention relative à la mise à disposition ponctuelle d'un(e) assistant(e) social(e) prend effet à compter du 18 avril 2021 pour une durée de 3 ans. L'éventuelle reconduction du partenariat devra faire l'objet d'une nouvelle convention.

**ARTICLE 4 :** AUTORISE la Maire de Chilly-Mazarin à signer la convention précitée et tous autres actes subséquents.

**ARTICLE 5 :** DIT que les crédits sont prévus aux budgets des exercices concernés.

**Résultat du vote :** UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 29 mars 2021



La Maire,  
Rafika REZGUI

Accusé de réception en préfecture  
091-219101615-20210329-D212903-11-DE  
Date de télétransmission : 01/04/2021  
Date de réception préfecture : 01/04/2021

